

**MOTION : NON A LA REORGANISATION DE LA DGFIP**

*Déposée par le groupe de la gauche départementale*

*Rapporteur : Henri BELLEGARDE*

La réorganisation des services des finances publiques décidée en 2018 par le Gouvernement en exercice confirme les craintes maintes fois exprimées par les élus et les citoyens sur l'avenir des missions de service public et de l'emploi au sein de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques).

Ce plan dit NRP (Nouveau Réseau de Proximité) va à l'encontre des besoins et des intérêts du Service Public, de ses personnels et des usagers.

Alors que nos concitoyens réclament avec force une égalité d'accès à un service public de proximité de qualité, notre gouvernement est à contre-courant du sens de l'histoire.

Après l'abandon de maternités, la réduction de lits d'hôpitaux, la suppression de bureaux de poste, la fermeture de classes et d'écoles, la suppression des trésoreries de proximité, font des territoires, en particulier ruraux, les victimes de ces politiques libérales.

Le discours gouvernemental ne trompe personne car les faits sont têtus.

La DGFIP 64 est particulièrement maltraitée par ce plan de réorganisation :

- En Béarn, les trésoreries de Lembeye, Arzacq, Laruns, Arudy, Pontacq, Monein, Sauveterre sont aujourd'hui rayées de la carte.  
Le secteur du Pays Basque subira le même sort au 1<sup>er</sup> Janvier 2023,
- Les services des impôts des entreprises (SIE) d'Orthez et Oloron sont menacés à court terme (2023),
- Les services des impôts des particuliers (SIP), sont également menacés à moyen terme,
- Les accueils de proximité, mis en place sur les décombres des trésoreries et dans les Maisons « France Service », consistent en une simple permanence ponctuelle ne remplissant pas l'ensemble des missions, dont celle essentielle, des guichets de proximité ouverts à la population. Ce service public « au rabais » où les gens auront une interface mais peu de réponses à leurs questionnements, sera assuré par des agents qui ne seront pas de la DGFIP,
- En 2022, ce sont 15 suppressions d'emplois supplémentaires qui sont annoncées dans notre département.

A qui ferons-nous croire que l'on fera de la proximité avec des agents en moins ?

Ce projet, qui est dans la ligne des politiques successives (en 10 ans, la DGFIP a perdu 25 000 emplois), concourt à l'abandon du service public de proximité, rompt également l'égalité des droits et met à mal la cohésion sociale de notre territoire.

Ce projet, symbole de la politique libérale menée par le Président de la République, n'est pas acceptable !

En conséquence, nous élu.e.s du Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques, réunis en Séance Plénière du 10 février 2022,

- Rappelons notre attachement à un service public des finances publiques de proximité,
- Apportons notre soutien aux organisations syndicales, au personnel et aux élus locaux qui se mobilisent contre le plan de réorganisation de la DGFIP 64,
- Demandons l'arrêt des fermetures de trésorerie et la fin des suppressions d'emploi au sein de la DGFIP 64.